



# Prendre (enfin) en compte le malaise des classes populaires et moyennes

23 janvier 2019



**Les politiques publiques doivent d'urgence répondre au malaise des classes populaires et moyennes. En agissant sur trois grands leviers : réformer l'école, s'attaquer au poids des hiérarchies et aux conditions de travail et, enfin, œuvrer pour un système fiscal plus juste. Par Valérie Schneider, de l'Observatoire des inégalités.**

Les discours des catégories dirigeantes et culturellement privilégiées ne dupent pas les moins favorisés. Ces derniers demandent des actions concrètes et visibles pour, enfin, améliorer leur situation, à l'école, au travail et en matière de niveau de vie notamment. Faire en sorte que le décalage entre ces catégories et celles du haut de la hiérarchie ne se creuse pas davantage est une urgence au moment où les tensions sociales se font entendre. Comment s'y prendre ?

Donner de meilleures perspectives d'ascension sociale grâce à l'école

Permettre aux enfants des classes populaires et moyennes [1] de réussir à l'école est le premier levier à actionner pour réduire à la base les inégalités avec les catégories plus favorisées. Alors que l'entrée dans le monde du travail nécessite de plus en plus de faire valoir un diplôme, une partie des enfants des catégories populaires décrochent dès les petites classes. À la rentrée 2015, un peu plus d'un enfant d'ouvrier sur dix et 9 % d'enfants d'employés accusaient déjà un retard dans leur cursus scolaire à leur entrée en sixième, contre 3 % des enfants de cadres, selon le ministère de l'Éducation [2]. Au collège, les enfants d'ouvriers et d'employés représentent 56 % des élèves des sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa) qui accueillent les élèves présentant des difficultés scolaires « graves et durables ». Les enfants de cadres supérieurs ne sont que 2 % des élèves de ces classes. Les écarts se creusent encore davantage quand on s'élève dans les études. Seulement 36 % d'enfants d'ouvriers, 52 % d'employés et 60 % de professions intermédiaires obtiennent un bac général, alors que près de 80 % des enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures ont ce diplôme en poche (données 2017 du ministère de l'Éducation [3]). Ceux dont les parents sont ouvriers détiennent plus souvent un bac professionnel (42 % contre 9 % des enfants de cadres), bac qui mène vers des études plus courtes et, surtout, à des secteurs d'emploi peu rémunérateurs.

[...]

---

**Lire aussi :** [Prendre \(enfin\) en compte le malaise des classes populaires et moyennes](#)

• [Emplacement : ré-agir ensemble > Solidarités > Actualités partenaires >](#)

• [Adresse de cet article :](#)

<https://solidaires.org/Prendre-enfin-en-compte-le-malaise-des-classes-populaires-et-moyennes-14823>

